

DGEI-DERIE-SRE		Auteurs	V. Genre
		Relecteurs	E. Vidon
16/10/2018	Ue18-233	Destinataire	Sylvie Goulard

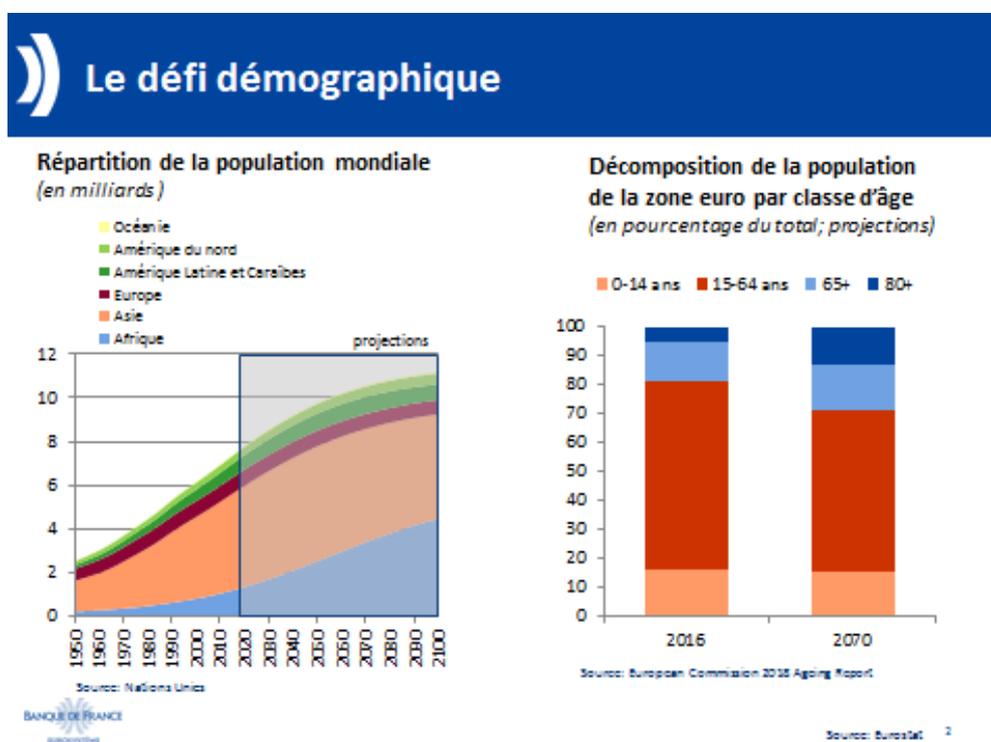
CONFERENCE-DÉBAT “QUEL AVENIR POUR LA ZONE EURO?”

Toulouse Business School, 18 octobre 2018

I. Parler d’avenir de la zone euro nécessite de prendre de la hauteur, prendre conscience de l’état du monde, de nos forces et de nos faiblesses

► Trois défis incitent à l’unité

1. La démographie



Poids relatif du G7 en diminution :

- Augmentation sans précédent de la population mondiale : en 1900, 1,65 milliards d’êtres humains sur terre ; 6 milliards en 2000 ; 7,5 milliards aujourd’hui : il n’a pas fallu plus de quatre générations pour quadrupler la population mondiale.

Vieillessement de l’Europe et coût induits :

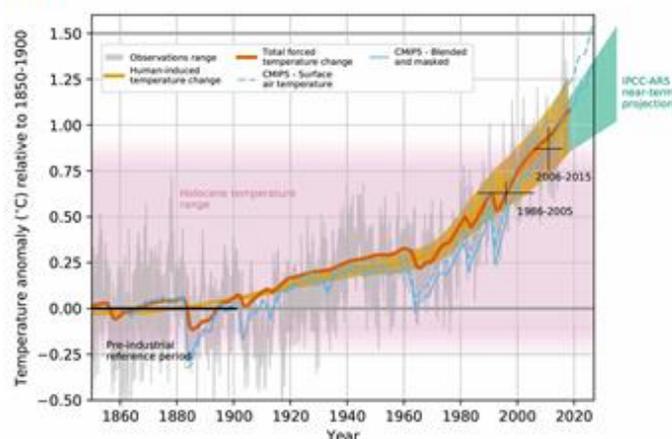
- Si un quart de la population mondiale a aujourd’hui moins de 14 ans, l’Europe vieillit prématurément par rapport au reste du monde. Doublement de la part des seniors âgés de 80 ans et plus, de 5% de la population totale aujourd’hui, à 10% en 2060 (Prévisions Commission Européenne).

- La baisse de la population européenne en âge de travailler a débuté en 2012. Aujourd'hui estimés à plus de 65 millions, les Européens en âge de travailler ne seront plus que 55 millions en 2060. Le ratio de dépendance économique des personnes âgées aura alors doublé, passant de 3 personnes âgées pour 10 personnes en âge de travailler aujourd'hui, à 6.
- Pose des questions de coûts mais également source d'opportunités : réorganisation sociétale (taux d'emploi des seniors extrêmement bas en Europe), création d'emplois.

2. Le changement climatique

Le défi climatique

Différence de température par rapport à la moyenne 1850-1900
(en °C)



BANQUE DE FRANCE

Source: GIEC, 5^{ème} rapport (octobre 2013)

2

- Au rythme actuel le monde connaîtra une hausse de 1,5 °C de la moyenne des températures d'ici à 2040 (Rapport du GIEC - Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat - paru le 8 octobre dernier). La plupart d'entre vous, dans cette salle, seront encore vivants.
- Coût incommensurable.
- **Tout le monde a du mal avec cette réalité.** On l'a vu au Conseil Européen des ministres de l'environnement du 9 octobre dernier : accord sur une baisse des émissions de CO² des voitures de 35 % entre 2021 et 2030, un cap moins ambitieux que celui préconisé par le Parlement européen¹. Pas de relèvement des ambitions climatiques pour 2030 - ce qui serait pourtant nécessaire compte tenu de l'accélération des dérèglements climatiques.
- **Néanmoins l'UE a bien internalisé l'accord de Paris de 2015 dans ses actions publiques.** Elle est bien en passe d'atteindre son objectif de réduction des émissions pour 2020. **Les émissions de l'UE ont diminué de 23 % entre 1990 et 2016**, tandis que l'économie a

¹ Dix-sept pays souhaitaient aller plus loin. Notamment la France, qui plaidait pour 40 %. L'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Slovaquie ou les pays de l'Europe du Nord étaient sur la même position. Ces derniers demandaient même plus, jusqu'à 70 % de réduction. Face à eux, l'Allemagne, préconisant une réduction de 30 % seulement, avec le soutien des pays d'Europe centrale, ainsi que de la Roumanie et la Bulgarie. Le Conseil est donc resté en deçà des 40 % votés par le Parlement européen.

progressé de 53 % durant la même période. 13% du budget de l'UE est consacré à la lutte contre le changement climatique. L'UE met aujourd'hui en place une législation visant à réduire les émissions d'au moins 40 % d'ici à 2030.

- **Des solutions existent.** Un certain nombre d'actions et de discours dessinent les contours d'un monde alternatif, très divers dans ses pratiques et sa méthodologie, souvent résolument optimiste, mais qui parvient à faire émerger des solutions pratiques, alternatives, souvent territorialisées et la plupart du temps, innovantes (ex. Plan vélo, permaculture, agriculture urbaine, valorisation des déchets, etc). (cf. Documentaire *Demain* de Cyril Dion et Mélanie Laurent ; mouvement Colibris, etc). **Il convient de les fédérer et de les partager.**
- Personne ne devrait pouvoir profiter de l'escalade des températures.

3. La vitesse de changement des nouvelles technologies : la révolution numérique bouleverse nos méthodes de travail

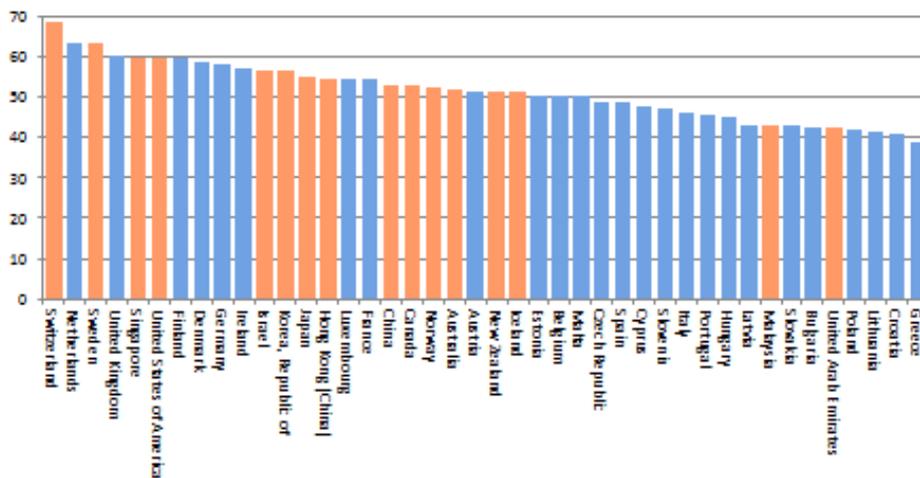
- La révolution industrielle, en commençant avec le chemin de fer par exemple, avait réduit le coût de transport des biens. La révolution numérique et le développement des technologies de l'information et de la communication réduisent le coût de cheminement des idées et de la main d'œuvre.
- **La globalisation = arbitrage qui met en concurrence, non plus seulement les usines et les activités industrielles, mais les emplois de services. L'interaction en face à face n'est plus nécessaire.** Les emplois dit qualifiés et à haut niveau de salaire peuvent être mis en concurrence au niveau mondial
- **Exemples :** travail à distance, traduction automatique de qualité ; téléconférences internationales ; robots ; réalité augmentée ; e.g assistance à distance dans des opérations de chirurgie ; succès des plateformes de recrutement de travailleurs indépendants – e.g. *freelancer.com* ; *witmart.com* ; *upwork.com*). Une plateforme comme UpWork annonce 12 millions d'experts indépendants, localisés partout dans le monde, dans des domaines aussi variés que le design, le développement informatique, le droit, la comptabilité ou le marketing.
- **La révolution numérique transforme le monde de l'entreprise et des administrations publiques, mais les gains qui en découlent ne sont ni acquis ni automatiques.**
 - **Les bienfaits sont potentiellement formidables :** automatisation des tâches routinières, liberté d'entreprendre, rapidité et facilité dans l'accès au savoir. L'UE est bien placée dans l'innovation au niveau mondial.
 - mais cela demande de repenser l'éducation, d'accompagner la redistribution des emplois, d'améliorer la concurrence entre les entreprises et d'empêcher la concentration des entreprises technologiques²

² 8 des 14 plus grandes entreprises technologiques en termes de chiffres d'affaires se trouvent aux États-Unis.



Le défi technologique

Classement selon l'indice mondial d'efficacité de l'innovation
(1^{er} tiers du classement 2018)



Source: Cornwall University, INSEAD et Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
Note: L'indice d'efficacité de l'innovation est un indicateur composite mesurant le ratio entre une gamme d'inputs à l'innovation (éducation, R&D, infrastructures, climat des affaires, soutenabilité environnementale, etc.) et une gamme d'outputs (brevets, actifs intangibles, mesures d'impact et de diffusion de l'innovation, mesures de créativité numérique, etc.)



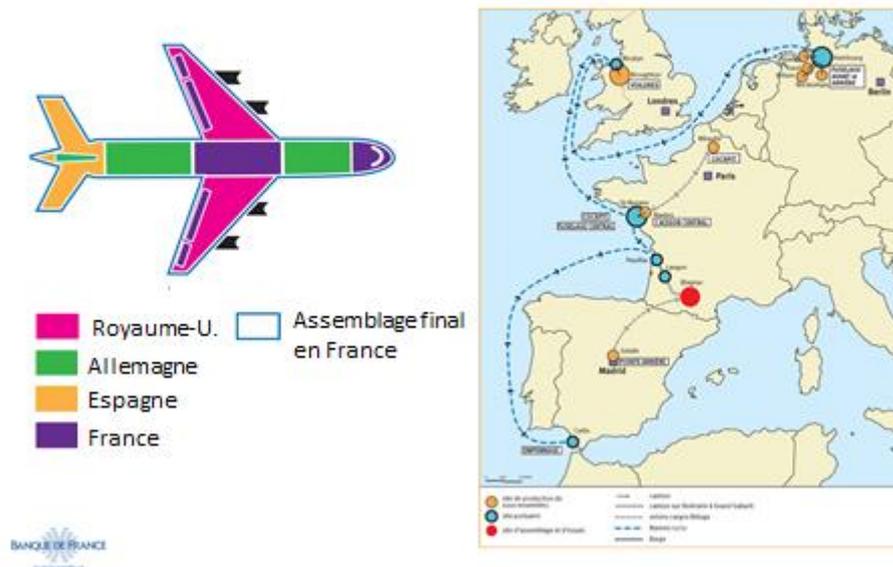
Ces bouleversements rebattent les cartes au niveau mondial et fragilisent le cadre multilatéral qui est de plus en plus remis en cause (Cf. positions unilatérales des US). **Pourtant, un seul Etat peut-il espérer traiter ces problèmes mondiaux ?**

II. Les avantages du collectif par rapport à l'individualisme national

L'union européenne, c'est un marché unique de 500 millions de consommateurs avec des liens économiques étroits, des règles communes, une mise en commun des capacités de recherche et d'innovation. Plusieurs exemples/dimensions :

- Le marché unique est l'expérience la plus avancée et la plus révolutionnaire au monde en matière de coopération réglementaire (haut niveau de protection des consommateurs, de l'environnement et du travail dans le monde). Et, parce que nous avons atteint cette masse critique, les standards européens deviennent une référence mondiale dans de nombreux domaines.
- Nos partenaires commerciaux sont nos partenaires Européens et le marché unique a contribué au resserrement des liens et à la **création de véritables chaînes de valeur européenne. En moyenne, 1/3 de la valeur ajoutée d'un bien produit en Europe provient directement des autres pays européens.** Un exemple frappant de collaboration Européenne, qui parle à tous les Toulousains, est bien sûr la construction d'un avion Airbus.

Le marché unique au service des chaînes de valeur



- **Autre exemple sur Innovation et R&D** : Les collaborations universitaires favorisent également la recherche et l'innovation. Aujourd'hui, l'UE dépose 1/3 des brevets mondiaux. Le **Conseil Européen de la Recherche, créé en 2007, est le catalyseur de l'excellence scientifique européenne** (6 prix Nobel, 5 médailles Fields, 5 prix Wolf ; 40 000 articles scientifiques publiés ; 17% du budget UE) et stimule la mise en commun de projets de recherche et d'innovation.
- La Commission Européenne est enfin très attachée au principe de libre concurrence. Elle a obtenu gain de cause face à des géants comme Apple, Google ou Amazon (16 milliards EUR d'amende) -> peu probable qu'un seul Etat parvienne à un tel résultat.

Le Brexit est l'exemple de ce que l'on perd lorsqu'on ne joue plus collectif.

La zone euro, c'est aussi une monnaie stable et unique, qui jouit d'un soutien populaire élevé (83% en Allemagne, 70 % en France, 61% en Italie, selon l'Eurobaromètre de 2018), *(qui peut en partie être une peur de perdre sa propre épargne).*

- Facilite la circulation entre pays et les échanges. Ex. SEPA (l'espace unique de paiement en euros) qui permet d'effectuer des virements et des prélèvements électronique et quasi instantanés dans tous les pays de la zone euro. Les virements d'un pays à l'autre sont plus rapide, plus sûrs, moins chers.
- Les pays européens continuent de demander leur adhésion à la zone euro : malgré la crise, la zone euro est aujourd'hui passée à 19 pays. Les réformes de la supervision bancaires mises en œuvre après la crise sont un signe de solidité. Ex. Nordea, la plus grande banque de Scandinavie, a annoncé à l'hiver dernier, son déplacement à Helsinki, sous l'autorité de l'Union Bancaire Européenne.

Enfin, c'est un espace où la croissance est répartie :

- Selon les économistes de l'Eurosystème (Septembre 2018), l'expansion dans la zone euro devrait se maintenir à un rythme légèrement supérieur à son potentiel à moyen-terme (2,0% en 2018). Cela s'explique par l'effet positif la politique monétaire, très accommodante, par l'amélioration de la situation des marchés du travail et par le renforcement des bilans. Les fondamentaux nécessaires au maintien de la croissance sont présents. La confiance des chefs d'entreprise reste très élevée (anticipations de production favorables, de carnets de commandes bien remplis). Cela devrait soutenir l'investissement des entreprises. **En 2020, le taux de chômage dans la zone euro devrait se rapprocher de 7%. Le taux de chômage est tombé à 8,3% au deuxième trimestre 2018, son plus bas niveau depuis fin 2008.**
- **Italie : Au moment des élections, la plupart des indicateurs macroéconomiques étaient au vert** : balance commerciale positive (1,5% du PIB), déficit budgétaire au plus bas depuis la crise (1,8% du PIB), excédent primaire (1,5% du PIB), chômage toujours élevé mais en décroissance depuis 3 ans (à 11%)

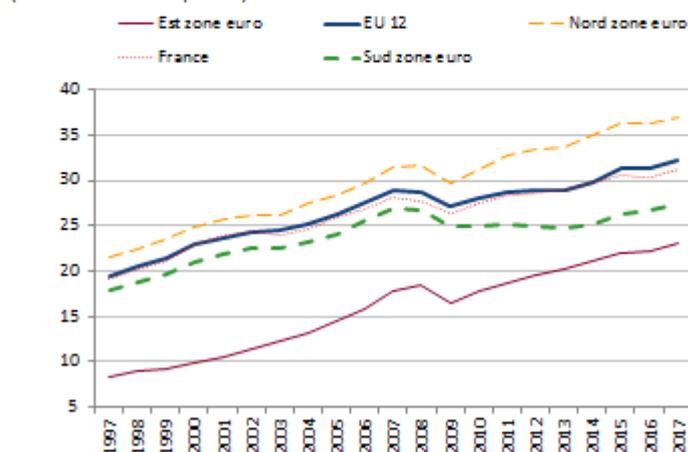
III. Pourquoi continuer ensemble ?

- **Pour mieux faire converger les économies et lutter contre les inégalités**

Le premier but commun touche à la convergence des niveaux de vie. Les divergences visibles - et accentuées depuis la crise - ne proviennent pas d'un événement cyclique ou d'erreur de politique économique, elles sont dues à des facteurs structurels comme la révolution technologique dont nous parlons tout à l'heure, ou la globalisation. Cela crée **des mouvements de spécialisation et de concentration géographique.**

) Faire converger les niveaux de vie

Evolution du PIB par tête
(en milliers d'euros par an)



Dans une union monétaire, sans mécanisme de transferts, ces phénomènes sont naturellement renforcés : certains pays se spécialisent dans une industrie profitable alors que d'autres ne

vivent que du tourisme. Aujourd'hui, le PIB par tête des Pays-Bas est trois fois supérieur à son équivalent grec. En 1999, il n'était que deux fois plus haut.

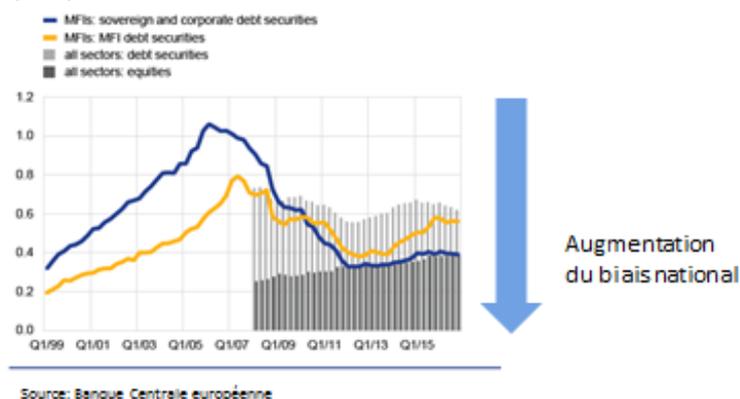
Ces diversités structurelles doivent être réduites pour empêcher la division politique de l'Union. Sinon, conséquences politiques = montée de l'eurosepticisme et des populismes.

Or **les déséquilibres touchent aussi les plus riches.** Un excédent extérieur persistant est aussi le signe d'une consommation en berne et d'un surplus d'épargne qui ne parvient pas à alimenter efficacement l'économie. **On estime à près de 400 milliards d'euros l'excédent d'épargne qui n'est pas utilisé à bon escient.**

Cela est d'autant plus pernicieux que depuis la crise, les flux financiers entre pays de la zone euro se sont taris et n'ont plus retrouvé leur dynamisme et leur ouverture d'avant crise. -> biais national exacerbé par la crise et en faible rémission.

)) Rétablir la mobilité des flux de capitaux

Indicateur de biais national dans les portefeuilles des investisseurs européens (ratio)



7

- **Pour consolider le cadre de l'euro, une monnaie sans Etat**

- L'euro est une expérience unique : il n'est adossé à aucun Etat, à aucun budget, dans une union monétaire où la mobilité du travail est faible du fait des différences de culture et de langue. Or l'union monétaire appelle une étroite coordination des politiques économiques, sans quoi les ajustements sont particulièrement douloureux (austérité salariale) et, on l'a vu, ont porté en priorité sur les États en difficulté.
- Après tous les efforts de politique non conventionnelle, la politique monétaire est fortement contrainte et n'aura plus la même efficacité en cas de nouvelle crise
- Les marges de manœuvre budgétaires sont également limitées (car taux d'endettement public records)

Il faut donc :

- **Mieux coordonner les politiques économiques** : Si l'union monétaire est fédérale, les politiques économiques et les choix sociaux restent nationaux. Mais, justement parce que nous partageons la même monnaie, nous devons ouvrir des canaux de rééquilibrage :
 - **Améliorer la coordination des politiques économiques**. A la Banque de France, on estime que le manque de coordination a coûté entre 2 et 3 points de PIB entre 2011 et 2013.³ => Besoin d'une stratégie collective en zone euro et d'une correction des déséquilibres.
 - **Créer une capacité fiscale commune avec des objectifs communs** dans le respect des règles budgétaires.

La question du partage du risque nous interroge sur notre capacité, à nous, Européens, à accepter les contraintes d'une union et à porter nos valeurs fondamentales, notamment celle de solidarité. => **idée d'un budget de la zone euro et d'une union de financement des investissements d'avenir et/ou de biens publics européens** (e.g. Développement finance verte ; transition énergétique)

- **Favoriser le partage du risque privé** : achever l'Union Bancaire, nourrir l'Union des marchés de capitaux => les flux intra-zone réduiront naturellement les chocs économiques asymétriques.

Aux États-Unis, par exemple, où l'intégration financière est bien supérieure à celle de la zone euro, les marchés de capitaux sont capables d'amortir plus de 40% des chocs subis par un État fédéré. En revanche, en zone euro, seulement 10% de l'impact des chocs macroéconomiques est lissé par le biais des revenus financiers transnationaux. Le reste de l'ajustement s'opère par la baisse de la consommation des ménages, une chute brutale de la croissance et une dégradation des comptes publics.

- **Enfin, achever le dispositif de prévention de crise** :
 - **filet de sécurité (*backstop*)** : permet, en dernier recours, d'accroître la force de frappe du Fonds de résolution unique européen et de permettre une faillite ordonnée des banques
 - A terme, **une garantie européenne des dépôts** pour compléter les systèmes nationaux couvrant tous les dépôts à hauteur de 100 000 euros : progrès concret et concernant directement les citoyens de l'Union.

► Conclusion : contrat social et démocratie

Rappel : En 1957, il n'y avait que 12 des États membres actuels qui bénéficiaient d'un système démocratique.

Les Européens doivent redéfinir le contrat social qui les lie. La zone euro a besoin d'instances démocratiques où débattre ouvertement et trouver des solutions dans l'intérêt de tous.

³ Direction générale des Études et des Relations internationales de la Banque de France, article paru au Bulletin de la Banque de France n°211, en juin 2017 « Coût des carences de coordination des politiques économiques dans la zone euro »